

COMITE TECHNIQUE DU 13 MAI 2022

RELEVÉ DE DÉCISIONS

PARTICIPANTS :

- **Présentiel :**

- Dominique Vienne, président HCCP
- Vassili Czorny, adjoint du SGAR
- Marie Barthe et Laurie Lachartre : GT1
- Jacques Maunier : GT4
- Claude Haisman : GT8

- **Distanciel :**

- Raphaël Serrier : GT6
- Marie-Françoise Jourdan : Médiatrice des Entreprises
- Myriam Cauvin, agence DesignSystem

- **Excusés :**

- Anthony Nugues et François Antonioli : GT2
- Thierry Reydellet : GT4 et 7
- Sébastien Mariotti : GT5
- Lionel Ferrère : GT6
- Fabrice Vandomel : GT7
- Jean-Marie Le Bourvellec : GT8
- Véronique Massé, agence ISSE Communication

1/ Point d'avancement des travaux des GT :

GT1 :

Assises des délais de paiement :

Prévision de l'organisation d'un tel évènement, en septembre prochain, sur 1/2 journée comprenant divers points à l'ordre du jour :

- PFA,
- Factoring,
- ...

Propositions :

Préparer un support à l'avance pour informer les collectivités (C. Haisman / mai)

Reprendre contact avec les Antilles, organisateur d'un tel évènement (C. Haisman / mai)

Nécessité de trouver des sponsors => se rapprocher de l'AFB et/ou de la BPI (D. Vienne / juin)

Paiement fournisseurs anticipé (PFA)

Propositions :

- Solliciter la CINOR, collectivité volontaire dans cette démarche (M. Barthe / mai),
- Relancer M. Laurent Denoux, collaborateur du Médiateur des Entreprises, pour connaître le résultat de ses démarches auprès de la tête du réseau bancaire de La Réunion (MF. Jourdan / mai),
- En cas de difficultés, organiser un RDV entre le préfet, le président du HCCP et l'AFB (D. Vienne / juin).

NB : le courrier du 3 mars, informant les organisations professionnelles patronales de la possibilité de saisir les services de la préfecture (bureau du contrôle budgétaire) pour faire payer les intérêts moratoires dus par les donneurs d'ordre, a été très apprécié.

GT2 :

Vade-mecum du service fait :

Proposition d'un livrable de quelques diapos qui permette la description d'un bon « Service fait » et rappelle notamment que les factures traitées par un AMO doivent obligatoirement être intégrées dans Chorus-Pro (F. Antonioli & DesignSystem / mai).

GT3 :

Propositions :

- Solliciter M. Sébastien Séguin, INSEE, en lui indiquant qu'il sera conférencier au prochain comité plénier. (C. Haisman / mai)
- Transmettre un mail au réseau HCCP en sollicitant la transmission au GT3 des études sur l'offre ou la demande de la commande publique à La Réunion. (C. Haisman / mai)
- Recenser les études et les faire circuler. (L. Wolff ou S. Séguin / juin)

GT4 :

DIGITAL / GUICHET UNIQUE

La SBA a transmis au Conseil régional une demande d'appui technique pour l'élaboration du cahier des charges et le suivi du dossier et de financement de tout ou partie de la prestation de service et du fonctionnement futur de la plateforme. Pas de retour à ce jour.

Proposition :

- Organisation d'une réunion technique avec les créateurs d'achatpro.re et d'achatpeï pour la rédaction d'un cahier des charges (J. Maunier et SBA / mai)
- Voir si la fiche FranceRelance sur la numérisation permet le financement de cette action (C. Haisman / mai)

Loi EROM

L'article 73 de la loi du 28/02/2017 précise que les acheteurs publics peuvent réserver jusqu'à 1/3 de leurs marchés aux PME locales.

Le décret d'application du 31/01/2018 a pour objet d'introduire, à titre expérimental et pour 5 ans (jusqu'au 31/03/2023), une obligation, pour les soumissionnaires à un marché public d'une valeur estimée du besoin >500K€HT de présenter un plan de sous-traitance aux PME locales.

Proposition :

Un questionnaire est en cours de rédaction auprès des donneurs d'ordre pour retour d'expérience à des fins évaluatives, sachant que la procédure semble particulièrement complexe (SBA / mai).

MARCHES PUBLICS ET OPEN DATA

Organisation d'un comité d'experts par la CINOR le 2 juin avec présentation par la région Grand Est de sa plateforme régionale des intentions d'achats. Sont invités la Région, le Département et les autres EPCI qui feront connaître leurs perspectives en la matière.

GT5 :

EGALIM

Le préfet est très sensibilisé sur ce sujet et la DAAF a engagé un travail de vérification de la quantité des produits bio utilisés. Mais La Réunion est-elle prête à livrer les besoins estimés ?

Propositions :

- Le GT5 va préparer une note, en lien avec la DAAF, sur une mise en œuvre de la loi EGALIM (S. Mariotti / mai)
- Le GT5 devra prendre également contact avec la société OASIS (S. Mariotti / mai),
- Organisation d'une demi-journée de formation sur l'intégration des prescriptions de la loi AGECE et de la Loi Climat auprès des collectivités locales (S. Mariotti / juin).

GT6 :

RFAR :

- Courriers aux donneurs d'ordre publics et privés pour les inciter à signer la charte RFAR (à l'instar de celui obtenu par l'aéroport) (R. Serrier et MF Jourdan / mai)
- Possibilité d'organiser un webinaire pour sensibiliser ces signataires potentiels (R. Serrier et MF Jourdan)

- La MDEN va initier un état des lieux du commerce équitable à La Réunion et sollicitera probablement le HCCP pour la diffusion d'un questionnaire aux pouvoirs adjudicateur afin d'estimer leur connaissance et leur pratique du commerce équitable.

- Reconnaissance de l'État sur le rôle des facilitateurs :

Une des actions majeures du volet social du PNAD est l'augmentation du nombre d'acteurs locaux, facilitateurs et coordinateurs régionaux de la clause sociale d'insertion, pour accompagner prioritairement les acheteurs soumis au code de la commande publique et soutenir, le cas échéant, les autres acheteurs privés notamment dans le cadre des projets qu'ils mènent en lien avec les acteurs publics.

L'État lance un appel à projet pour accompagner la mise en œuvre de clauses sociales d'insertion prioritairement dans les marchés publics d'Etat en augmentant le nombre actuel de facilitateurs et en créant des postes de coordinateurs régionaux.

Cette augmentation du nombre de facilitateurs et de coordinateurs régionaux doit donc garantir une croissance forte du nombre de marchés accompagnés et clausés ainsi qu'une meilleure couverture des marchés passés sur un territoire, particulièrement ceux de l'État ou liées à la mise en œuvre de ses programmes (NPNRU,...), au profit d'un nombre plus important de bénéficiaires de ce dispositif d'insertion.

GT 7 :

Bilan de la pratique de l'achat innovant (F. Vandomel / avant comité plénier de juin)

GT 8 :

Embauche d'une personne à la CERBTP pour organiser des rencontres sur le terrain avec les divers maîtres d'ouvrage publics afin de faire un point précis de l'avancement des projets et de repérer les difficultés éventuelles de nature financière, réglementaire ou technique, en vue de faciliter leur réalisation, en lien avec les socio-professionnels voire les organisations salariées.

2/ Autres sujets abordés :

Charte du HCCP :

Après la CIVIS et la CINOR qui ont signé la charte en décembre 2021, l'Ecocité, le TCO et la commune de Saint-Benoît ont manifesté l'intention de faire de même.

Livre Blanc de la commande publique à La Réunion :

La commande a été passée à un consultant le 12 mai pour sa rédaction.

Rendu du contenu prévu fin juin puis validation et mise en forme en juillet.

Référentiel des parcours de formation à la commande publique :

Relancer les membres du comité de pilotage pour finaliser ce document (C. Haisman / mai).